

## OTC

# Les conséquences de la guerre du Haut-Karabakh ne sont pas encore totalement surmontées

L'Arménie et le Haut-Karabakh restent confrontés à des problèmes de sécurité car les conséquences de la guerre de l'année dernière avec l'Azerbaïdjan n'ont pas encore été complètement surmontées, selon le plus haut diplomate d'Erevan.

« Malheureusement, les conséquences de la guerre déclenchée contre le droit du peuple de l'Artsakh [nom arménien du Haut-Karabakh] à l'autodétermination et le droit à la vie n'ont pas encore été complètement surmontées », a déclaré lundi le ministre des Affaires étrangères par intérim, Armen Grigorian, lors d'une conférence de presse conjointe à Erevan avec le ministre uruguayen des Affaires étrangères en visite, Francisco Bustillo.

« L'Arménie et l'Artsakh sont confrontés à des problèmes de sécurité, les prisonniers de guerre arméniens et les civils capturés n'ont pas encore été rapatriés. Dans ce cas, nous continuons à compter sur la solidarité de nos pays amis, et bien sûr, sur l'Uruguay », a ajouté M. Grigorian.

Le haut diplomate arménien a également déclaré qu'Erevan « apprécie grandement la position de principe de l'Uruguay concernant l'agression azerbaïdjano-turque contre l'Artsakh à l'automne 2020. »

« Le corps législatif du pays a notamment condamné l'implication de mercenaires par la Turquie dans le conflit du Haut-Karabagh, les cas de violations des droits de l'homme par l'Azerbaïdjan et le bombardement d'infrastructures civiles », a déclaré Grigorian. « Tout cela confirme que, bien que l'Arménie et l'Uruguay soient géographiquement éloignés, les valeurs et l'état d'esprit communs toujours plus forts entre Arméniens et Uruguayens nous permettent de surmonter les milliers de kilomètres qui nous séparent. »

L'Uruguay compte une communauté dynamique d'Arméniens de souche dont beaucoup ont trouvé refuge dans ce pays d'Amérique du Sud après avoir fui les massacres de 1915 en Turquie ottomane.

En 1965, l'Uruguay est devenu la première nation au monde à reconnaître officiellement comme un génocide les massacres et les déportations de 1,5 million d'Arméniens à l'époque ottomane.

Dans ses remarques à Erevan, le ministre uruguayen des affaires étrangères, M. Bustillo, a également rappelé que Montevideo avait fait part à la communauté internationale de ses préoccupations concernant le conflit du Haut-Karabakh, soulignant que les conflits devaient être résolus sans recours à la force.

1. Bustillo a également déclaré qu'après une évaluation approfondie de ses relations avec l'Arménie au cours des 30 dernières années, l'Uruguay a décidé d'ouvrir une ambassade à Erevan.

Jusqu'à présent, l'Uruguay était représenté en Arménie par un consulat général.

P.S Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

---

## **2.Les Nouvelles d'Arménie**

16 août 2021

# **Tirs entre soldats Arméniens et Azéris dans la région de Gegharkounik ce soir un soldat Arménien tué ainsi que 3 soldats Azéris tués et un blessé**

Ce soir à 18h10 dans la région de Gegharkounik (Arménie) des tirs nourris entre soldats Arméniens et Azéris à la frontière arméno-azérie a fait un mort du côté Arménien et 3 soldats Azéris tués et un blessé dans le camp ennemi. Information du ministère arménien de la Défense. Les Azéris auraient ouvert le feu en direction d'une position arménienne de défense. Les soldats Arméniens auraient répliqué. Le soldat Arménien tué est Arman Hakobyan (19 ans). Le ministère arménien de la Défense a présenté ses condoléances à la famille et au proche du soldat disparu dans la défense de la patrie.

---

### **3.Les Nouvelles d'Arménie**

17 août 2021

# **Les soldats Arméniens repoussent une tentative d'avancée des troupes azéries qui ont perdu un soldat près du lac Sév (lac Noir) dans la région de Syunik (Arménie)**

Les soldats Arméniens frontaliers ont arrêté la nuit du 16 août, une tentative d'avancée des troupes azéries depuis leurs positions près du lac Sév (lac Noir) dans la région de Syunik. Face aux tirs des unités de l'armée arménienne, les Azéris ont reculé avec au moins un tué dans leurs rangs lors des échanges de tirs. Information du ministère arménien de la Défense qui accuse l'Azerbaïdjan de ces provocations et violations du territoire souverain de l'Arménie.

*« Les troupes arméniennes ont pris des mesures défensives pour contrer l'ennemi qui a fait repousser les forces azéries sur leurs positions initiales. Les forces azéries ont perdu au moins un militaire au cours de la fusillade. Il n'y a aucune victime du côté arménien »* a déclaré le ministère arménien de la Défense.

---

### **4.Les Nouvelles d'Arménie**

17 août 2021

# **Un soldat arménien mort dans un échange de tirs avec l'Azerbaïdjan, selon Erevan**

Un soldat arménien est mort lundi dans un échange de tirs avec les forces azerbaïdjanaises, selon le ministère arménien de la Défense, qui affirme qu'il a

été tué par un tir azerbaïdjanais.

Selon le ministère arménien de la Défense, le soldat est mort à la frontière entre les deux pays, près du Nakhitchevan, enclave azerbaïdjanaise dans le Sud-Ouest de l'Arménie.

Le ministère a accusé l'Azerbaïdjan d'avoir ouvert le feu sur les forces arméniennes, les obligeant à riposter, ajoutant que « le côté azerbaïdjanais a également subi des pertes ».

Dans un communiqué, le ministère de la Défense azerbaïdjanais a rejeté la responsabilité des hostilités du côté arménien, en indiquant qu'il n'y avait pas de victimes côté azerbaïdjanais.

Un incident similaire avait déjà eu lieu en juillet entre les deux pays rivaux du Caucase, l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accusant mutuellement d'avoir ouvert le feu, et l'Arménie faisant état d'un mort, également près du Nakhitchevan.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont livrés une courte guerre, faisant 6.000 morts, à l'automne 2020 pour l'enclave du Nagorny Karabakh qui avait déjà fait l'objet d'une guerre sanglante dans les années 1990.

Le conflit de l'automne s'est soldé par la défaite de l'Arménie, contrainte de céder plusieurs régions formant un glacis autour de l'enclave séparatiste.

Malgré la signature d'un cessez-le-feu et le déploiement de soldats de maintien de la paix russes, les tensions restent fortes entre les deux ex-républiques soviétiques.

Elles avaient failli dégénérer en mai, l'Arménie ayant accusé son voisin d'avoir violé la frontière pour prendre le contrôle de terres au bord du Lac Sev, que se partagent les deux pays.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev s'est dit le 20 mai prêt à des pourparlers de paix avec l'Arménie. Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a annoncé le même jour qu'un accord avec l'Azerbaïdjan était en préparation, sous l'égide de la Russie, concernant la délimitation et démarcation de leur frontière.

---

## **5.Les Nouvelles d'Arménie**

17 août 2021

# **De nouveaux tirs mortels de l'armée azérie à Yeraskh**

Dans un communiqué publié lundi 16 août, le ministère de la défense d'Arménie a annoncé qu'un autre soldat volontaire arménien, Vahan Tatosyan, âgé de 46 ans, était tombé dans la matinée sous les balles d'un sniper azéri à la section de Yeraskh de la frontière entre l'Arménie et l'enclave azerbaïdjanaise du

Nakhitchevan, où les forces de Bakou multiplient les provocations depuis juillet. “Le ministère arménien de la défense partage la peine de la famille et lui exprime son soutien, ainsi qu’aux proches et aux collègues du soldat tué”, indique le texte du communiqué, en précisant que la partie azerbaïdjanaise avait elle aussi subi des pertes suite aux “mesures prises en représailles par la partie arménienne”. La partie azerbaïdjanaise, de son côté, a récusé toute responsabilité dans la mort du soldat arménien. Le 16 août encore, le ministère arménien de la défense avait fait état d’une tentative des forces armées azerbaïdjanaises de violer la frontière arméno-azérie dans la province méridionale de Syounik, précisément dans la zone du Sev Lich (Lac noir). Le ministère de la défense a indiqué que la partie azerbaïdjanaise déplorait au moins une victime durant l’escarmouche, sans faire état de victimes dans la partie arménienne. De son côté, Bakou a démenti l’information selon laquelle il y aurait eu des victimes dans les rangs de l’armée azerbaïdjanaise, mais a néanmoins fait état d’une violation du régime de cessez-le-feu dans la section du Nakhitchevan de la frontière arméno-azérie, en rejetant comme à l’accoutumée, la responsabilité de ces heurts sur la partie arménienne. Ce dernier regain de tensions à la frontière arméno-azérie intervient sur fond de déclarations toujours plus insistantes de Bakou relatives à des violations du cessez-le-feu par les forces arméniennes dans le Haut-Karabagh où sont déployés les soldats de la paix russes en vertu de la trêve conclue le 9 novembre 2020 mettant fin à 44 jours de guerre au Karabagh à la faveur de laquelle l’Azerbaïdjan avait pris le contrôle des sept districts environnants jusque là sous contrôle arménien ainsi que de territoires dans le Haut-Karabagh proprement dit. Dans une interview accordée à CNN Turquie le 14 août, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev avait réaffirmé qu’en vertu de l’accord de cessez-le-feu du 9 novembre, l’Arménie devait retirer toutes ses troupes du Haut-Karabagh. Il avait souligné aussi que la Russie ne devrait pas aider l’Arménie à reconstruire son armée, très affaiblie par la guerre de l’automne dernier. Aliyev a, à cette occasion, appelé une fois encore l’Arménie à signer un accord de paix avec l’Azerbaïdjan par lequel les deux Etats du Sud Caucase reconnaîtraient mutuellement leurs intégrités territoriales et ouvriraient des corridors de transport - ferroviaire et routier - de telle sorte que l’Azerbaïdjan soit relié à son enclave du Nakhitchevan et au-delà à la Turquie via la province méridionale arménienne du Syounik. Le 12 août, le premier ministre arménien Nikol Pachinian avait indiqué que l’Arménie était disposée à reprendre les discussions relatives à la réouverture des axes de transport entre les deux Etats et sur la démarcation de la frontière. Il avait toutefois souligné que l’Azerbaïdjan devrait au préalable retirer ses troupes des zones frontalières occupées. Bakou a exclu un tel retrait, en affirmant que ses troupes ne faisaient qu’occuper de nouvelles positions du côté azerbaïdjanais de la frontière. A plusieurs occasions, N. Pachinian avait aussi rejeté la demande azerbaïdjanaise d’un “corridor”, en

faisant valoir que le cessez-le-feu conclu sous l'égide de la Russie engage chaque partie à rouvrir les axes de transport et ne fait aucune mention sur un statut spécial d'un corridor traversant le Syounik.

---

## **6. Les Nouvelles d'Arménie**

17 août 2021

[Les tirs azéris provoquent des incendies dans les environs de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

# **Les tirs azéris provoquent des incendies dans les environs de Mardakert**

Tous les moyens sont bons, pour les forces azéries encerclant le Haut-Karabagh, pour pousser les habitants arméniens à quitter le territoire contesté, faute d'avoir pu aller au bout de leur nettoyage ethnique entamé durant la guerre de l'automne 2020. Outre le harcèlement, avec des tirs quasi quotidiens, des forces arméniennes déployées le long de la ligne de contact qui continuent à protéger, avec l'aide cruciale de quelque 2 000 soldats de la paix russes, les habitants du Haut Karabagh par ailleurs cibles d'une propagande de Bakou cherchant à les intimider, les autorités de Bakou utilisent bien d'autres moyens de pression : tout en cherchant à assoiffer le territoire arménien en le privant de ses ressources hydriques, puisqu'elles contrôlent désormais plusieurs des fleuves et cours d'eau qui l'alimentent en eau, les forces azéries, qui ont une longue pratique de la politique de la terre brûlée, provoquent des incendies dans le Haut-Karabagh, rendant ainsi plus difficile encore le travail des paysans de l'Artsakh, dont les activités sont par ailleurs régulièrement perturbées, dans les zones frontalières, par des tirs intempestifs.

Ainsi, dimanche 15 août, un incendie faisait rage sur les hauteurs surplombant la ville de Martakert, à l'est de l'Artsakh. Le feu, qui s'était déclaré dans la matinée sur la ligne de contact, s'est propagé sur les collines boisées et recouvertes de pâturages brûlés par le soleil de l'été, que des tirs de l'armée azérie ont donc facilement embrasées. Les habitants de la région de Martakert affirment que les Azerbaïdjanais ont délibérément tiré avec des engins incendiaires sur les versants boisés des collines marquant la ligne de contact, provoquant en maints endroits des incendies comme ils l'avaient fait dans la région de Kelbadjar durant la guerre de l'automne dernier. Le ministère de la défense et le Service d'Etat pour les situations d'urgence de l'Artsakh doivent référer de ce nouvel incident auprès

des autorités militaires russes, qui avaient déjà été appelées quelques jours plus tôt à enquêter sur une attaque de drones azéris depuis Shoushi, et avaient donné raison à la partie arménienne. Quelques jours avant, des incendies avaient aussi ravagé une partie de la forêt de Tonashen, au nord-ouest de Martakert, menaçant le village de Maghavuz. Les pompiers avaient mis plusieurs jours pour venir à bout de l'incendie.

---

## **7.Les Nouvelles d'Arménie**

16 août 2021

# **L'armée russe confirme l'attaque d'un drone azéri au Karabagh**

Les forces russes de maintien de la paix déployées dans le Haut-Karabakh ont confirmé les informations selon lesquelles des drones de combat azerbaïdjanais avaient attaqué des positions de première ligne de l'armée arménienne du Karabakh en début de semaine.

Dans un communiqué citant les casques bleus, le ministère russe de la Défense a déclaré que les forces azerbaïdjanaises ont effectué le 11 au matin deux « frappes » sur un avant-poste arménien du Karabakh à environ 40 kilomètres au sud-ouest de Stepanakert.

« Il n'y a pas de victimes », précise le communiqué. « Le commandement du contingent de maintien de la paix russe a pris des mesures pour empêcher une nouvelle escalade de la situation. Une enquête est en cours. »

L'armée de défense du Karabakh a publié le même jour des photos censées montrer des fragments de drones azerbaïdjanais ayant mené l'attaque.

Les frappes de drones ont été signalées dans un contexte de tensions croissantes le long de la « ligne de contact » arméno-azerbaïdjanaise dans le Karabakh. L'armée de défense a déclaré le 12 août que les forces azerbaïdjanaises avaient « tenté de franchir » la ligne de front dans l'ouest du territoire contesté au cours de la nuit, mais avaient été repoussées par ses troupes.

De son côté, le ministère azerbaïdjanais de la Défense a accusé le 13 août les « milices arméniennes illégales » du Karabakh d'avoir ouvert le feu sur ses positions de la ligne de front tôt dans la matinée.

L'armée arménienne du Karabakh a rapidement démenti, affirmant que Bakou « prépare le terrain pour de nouvelles actions provocatrices. »

Le 11, le ministère de la défense de Bakou a accusé l'Arménie de déployer davantage de troupes au Karabakh et s'est engagé à prendre « toutes les mesures

nécessaires » en réponse à ce qu'il a appelé une violation de l'accord de trêve négocié par la Russie qui a mis fin à la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en novembre. Il a affirmé que l'accord prévoit un retrait complet des troupes arméniennes du Karabakh.

Le ministère arménien des affaires étrangères a qualifié cette affirmation de « falsification pure et simple ». « La déclaration du 9 novembre envisage le retrait des troupes arméniennes uniquement des territoires adjacents au Haut-Karabakh », a-t-il déclaré.

Le régime de cessez-le-feu dans et autour du Karabakh, ainsi que le corridor dit de Lachin reliant le territoire à l'Arménie, est surveillé par environ 2 000 soldats russes.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

---

## **8.Les Nouvelles d'Arménie**

17 août 2021

[Retour précisions sur la longue interview d'Aliev à CNN Turquie - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

# **Retour précisions sur la longue interview d'Aliev à CNN Turquie**

Sans le soutien de la Turquie, les Etats 'pro-arméniens' auraient causé des problèmes majeurs à l'Azerbaïdjan, a déclaré le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev dans une interview fleuve accordée samedi 14 août à la chaîne de télévision CNN Turquie. "Je suis sûr que sans le facteur turc, les forces et pays pro-arméniens auraient fourré leurs nez dans nos affaires et nous auraient créé des problèmes majeurs, a ainsi souligné le président Aliev en insistant sur le soutien de la Turquie lors de la guerre du Karabagh de l'automne 2020 ainsi que l'envoi de canadiens et camions de pompiers par l'Azerbaïdjan pour aider la Turquie à combattre les incendies qui ont ravagé ses provinces méridionales fin juillet. "Cette solidarité et cette aide mutuelle sont tout à fait naturelles. Parce que la Turquie est notre patrie. La Déclaration de Shusha que mon cher frère [Erdoğan] et moi avons signée en est le couronnement. En d'autres termes, nos relations se sont élevées au niveau d'une alliance. Aussi, dès que nous avons été informés de ces incendies, nous avons pris des mesures immédiates, avons envoyé des effectifs et des véhicules. Je me suis entretenu avec le Président au téléphone à plusieurs reprises, et nous avons rapidement envoyé des effectifs et des véhicules supplémentaires", a poursuivi le président azéri, exaltant un geste de



solidarité en conformité avec le slogan turc maintes fois claironné « deux pays, une nation », et encore le 14 juin à Shushi, où le président turc s'engageait à renforcer la coopération militaire avec Bakou. L'Azerbaïdjan a dépêché quelque 93 camions et plus de 700 pompiers en Turquie pour l'aider à maîtriser les violents incendies qui dévastaient les forêts bordant le littoral méditerranéen, aux abords de la station balnéaire d'Antalya. Le président azéri n'a pas manqué de s'attarder sur la question du Karabagh, où ses troupes attisent d'ailleurs le feu de la guerre, au sens propre comme au figuré, allumant dans le territoire arménien par des tirs délibérés embrasant des forêts entières, comme le 15 août encore, dans la région de Martakert, des incendies qu'elles se vantent d'éteindre chez le « frère » turc.

S'il s'est félicité de ce que « les relations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan se sont élevées au niveau d'une alliance », Aliiev a déploré que l'alliance entre son ennemi arménien et la Russie tende à se renforcer. Ainsi, les récentes déclarations de Moscou relatives à la volonté russe d'aider l'Arménie à reconstruire son armée laminée par la guerre et la défaite dans la dernière guerre du Karabagh seraient un « sujet de préoccupation » pour le président de l'Azerbaïdjan, qui a souligné dans la même interview, qu'il attendait que la Russie évite d'armer l'Arménie. « Nous espérons que la Russie continuera à déployer tous ses efforts pour la sécurité de la région et prendra des mesures pour assurer une paix durable. Dans le même temps, nous attendons de la Russie qu'elle n'arme par l'Arménie. Nous avons porté cette question à l'attention des responsables russes », a déclaré Aliyev dans son interview à CNN Turk en ajoutant : « Ce n'est pas ce qui se passe actuellement, mais il y a eu certaines déclarations de la Russie ». Le ministre russe de la défense Sergei Shoigu avait déclaré la semaine dernière que la Russie s'emploierait à aider les forces armées arméniennes à se rééquiper et à se moderniser, désignant Erevan comme « un allié de la Russie et un partenaire clé dans la région du Caucase ». S. Shoigu avait promis une aide supplémentaire à l'Arménie en recevant son homologue arménien Arshak Karapetyan lors d'une rencontre à Moscou. L'Arménie avait demandé par le passé une aide militaire accrue de la Russie. Le premier ministre arménien Nikol Pachinian avait ainsi proposé le mois dernier que les troupes des gardes frontières russes soient déployées le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan sur fond de tensions croissantes entre Erevan et Baku, selon les informations rapportées par l'agence de presse russe TASS. Aliyev a aussi déclaré que les forces de défense arméniennes auraient fait des « déclarations très irresponsables », selon lesquelles la partie azerbaïdjanaise serait prise pour cible si elle franchissait ne serait-ce que d'un centimètre, la frontière arménienne. Aliyev a ajouté que bien que la zone de Khankandi (Stepanakert en turco-azéri), sous contrôle des forces de paix russe, soit sûre, la situation à la frontière avec l'Arménie est préoccupante.

Le président azéri a souligné que peu importait le volume d'armes livrées à

l'Arménie, l'équilibre des forces ne changera pas... et restera à l'avantage de Bakou. "Au cours des 30 dernières années, la Russie a fourni à l'Arménie pour des milliards de dollars d'armements gratuitement - dont certaines pièces sont actuellement exposées dans notre Parc des trophées militaires - mais l'armée arménienne a été complètement anéantie". Tirant une gloire personnelle de ce Parc des trophées de Bakou qui lui a valu l'opprobre d'une grande partie de la communauté internationale, Aliiev a aussi évoqué de nouveaux projets dans les régions « libérées » du Haut-Karabagh, en mettant l'accent sur les nouveaux corridors de transit qui apporteraient de nombreuses opportunités de développement aux pays de la région, y compris l'Arménie. Il a ainsi affirmé que le « corridor du Zangezour » sera le deuxième axe reliant son pays à la Turquie après la voie ferrée Bakou-Tbilisi-Kars, qui avait été construite à coups de milliards de dollars à seule fin de contourner l'Arménie. "Dans le même temps, l'Azerbaïdjan sera relié à la République autonome du Nakhitchevan, qui est partie intégrante de notre pays, par le chemin de fer. Nous demandons qu'une grande route soit construite dans la région de Meghri du Zangazur occidental, qui est sous contrôle arménien", a poursuivi Aliyev, en soulignant que Erevan s'opposait à cette idée comme elle s'était opposée au corridor du Zanguezour. On remarque au passage que le président azéri désigne la province méridionale historique arménienne du Zanguezour sous l'appellation de Zanguezour occidental, ses troupes ayant fait main basse en 2020 sur ses prolongements orientaux, les sept districts limitrophes du Haut Karabagh qui étaient jusque-là sous contrôle arménien et qui constitueraient donc le Zanguezour oriental. Magnanime, Aliiev concède que ce « Zanguezour occidental », qu'il a à plusieurs reprises désigné comme une « terre historiquement azérie », reste sous le contrôle de l'Arménie, mais celle-ci ne saurait faire obstacle à l'élan « naturel » qui porte l'Azerbaïdjan vers la Turquie, selon une lecture panturque de la carte de la région où les provinces méridionales arméniennes de Vayots Dzor et de Syounik, privées dorénavant de leur hinterland du Karabagh, se voient réduites à une étroite bande de terre enclavée entre l'Azerbaïdjan, le Nakhitchevan et la Turquie, et y figurent sous l'appellation azérie de « corridor du Zanguezour », tout juste bonnes à opérer la jonction entre les deux Etats turcs. Vantant les mérites d'un tel corridor, Aliyev a expliqué que la Turquie serait capable de transporter ses marchandises vers l'Asie centrale (turcophone à l'exception du Tadjikistan) en utilisant un trajet plus court, ouvrant ainsi la perspective d'un nouvel axe de transport pour l'Eurasie. Un projet qui serait selon lui en bonne voie et qui aurait l'approbation notamment des Européens. Déformant comme d'habitude la vérité historique, Aliiev a affirmé que le Zangezur était une partie de l'Azerbaïdjan, jusqu'à ce que les Soviétiques donnent la région, dans les années 1920 à l'Arménie, privant ainsi l'Azerbaïdjan de sa continuité territoriale avec le Nakhitchevan, dont il oubliait de rappeler au passage, qu'il avait été accordé par Staline, comme le

Haut-Karabagh, à l'Azerbaïdjan. Certains tronçons de la voie ferrée entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan, qui ont été détruits pendant l'occupation arménienne, seront réparés, a poursuivi Aliiev, en ajoutant qu'une fois la voie ferrée achevée, l'Azerbaïdjan pourra relier directement l'Iran, l'Arménie et le Nakhitchevan. La voie ferrée reliera aussi la Turquie à la Russie à travers l'Azerbaïdjan. Là encore, Aliiev n'a pas mentionné le fait qu'une voie ferrée existait à l'époque soviétique, reliant Bakou à Erevan par le sud, via Meghri en longeant la frontière entre le Nakhitchevan et l'Iran, pour poursuivre sa route vers Gyumri (ex-Leninakan) d'où elle bifurquait vers l'ouest, en Turquie, ou vers le nord, pour Tbilissi ; le conflit du Karabagh et le blocus terrestre qu'avait imposé l'Azerbaïdjan à l'Arménie dès 1988, puis à partir de 1993 la Turquie, par solidarité avec Bakou, avaient condamné cet axe ferroviaire, en friche depuis, et l'Azerbaïdjan et la Turquie s'associaient avec la Géorgie, des années plus tard, pour construire un nouvel axe ferroviaire contournant l'Arménie par le nord (comme l'oléoduc Bakou-Ceyhan) pour relier Bakou à Kars via Tbilissi et Akhalkalak. Evoquant le soutien de l'Europe au « corridor du Zanguezour », Aliyev a précisé que, "durant une récente visite du président du Conseil européen, Mr. Charles Michel, à Bakou, nous avons eu un intense échange de vues sur cette question, et, bien sûr, ils ont approuvé avec enthousiasme ce projet" ...

Si Aliiev se dit convaincu de la supériorité de l'armée azérie sur une armée arménienne laminée par la guerre, une supériorité qu'elle conserverait quand bien même la Russie respecterait son engagement de la reconstruire et de la moderniser, il poursuit activement son renforcement. Ainsi, invoquant l'éventualité d'une reprise des hostilités au Karabagh, l'Azerbaïdjan serait actuellement en négociations avec Israël, l'un de ses principaux fournisseurs d'armes, dont ces redoutables drones qui lui ont donné très tôt l'avantage dans la dernière guerre du Karabagh, pour lui acheter de nouveaux armements, pour un montant estimé de quelque 2 milliards de dollars. Le site d'informations Israel Hayom (Aujourd'hui) rapportait ainsi jeudi 12 août que l'Azerbaïdjan négociait de nouveaux contrats avec différents groupes de l'industrie d'armements d'Israël. L'une des raisons avancées pour ces nouveaux achats seraient les incidents armés toujours plus nombreux à la frontière arméno-azérie, dont Bakou dit craindre qu'ils pourraient donner lieu à une nouvelle guerre entre les deux pays. Mais ces négociations s'appuient aussi sur des relations toujours plus amicales entre Israël et l'Azerbaïdjan depuis la victoire azérie dans la guerre de 44 jours au Karabagh, une coopération accrue qu'a confirmée " l'ouverture historique de la Chambre de commerce et de tourisme d'Azerbaïdjan en Israël" en juillet. L'axe Bakou-Tel-Aviv, que pourrait venir renforcer la Turquie, qui était le principal allié de l'Etat hébreu dans la région jusqu'à ce qu'Erdogan rompe ces liens en 2011 pour cause de solidarité avec les Palestiniens de Gaza, se construit forcément au détriment de l'Arménie, qui outre la Russie, ne peut guère compter que sur son voisin et

partenaire iranien, avec lequel elle partage une frontière vitale, que menace le projet de corridor du Zanguezour. Or l'Iran est justement l'un des principaux enjeux au cœur de l'axe Bakou-Tel Aviv, Israël comptant utiliser l'Azerbaïdjan comme avant-poste dans ses opérations, de déstabilisation notamment, contre l'Iran, toujours en butte aux sanctions internationales. De son côté, l'Azerbaïdjan entend bien se prévaloir de sa relation privilégiée avec Israël pour rehausser un crédit bien entamé sur la scène internationale.

---

## 9. Les Nouvelles d'Arménie

17 août 2021

# Le tweet de Franck Pallone

Frank Pallone, membre du Congrès américain, a appelé le Département d'État à « utiliser tous les outils disponibles » pour mettre fin à l'agression du président azéri Ilham Aliyev contre l'Arménie.

« Blâmer l'Arménie est un signe clair des arguments de mauvaise foi d'Aliyev pendant et après la guerre en Artsakh l'année dernière. Les États-Unis ne devraient pas blâmer les deux parties lorsqu'ils rejettent la responsabilité des effusions de sang et de l'instabilité dans la région. Le @StateDept doit utiliser tous les outils disponibles pour arrêter l'agression d'Aliyev », a tweeté Pallone.

Blaming Armenia is a clear sign of Aliyev's bad faith arguments during & after the war in Artsakh last year. The U.S. shouldn't blame both sides when casting guilt for the bloodshed & instability in the region. @StateDept must use every tool available to stop Aliyev's aggression. <https://t.co/YLZ0viupOw>

— Rep. Frank Pallone (@FrankPallone) August 16, 2021

---

## 10. Le Monde

14 août 2021

Le Monde du samedi 14 août 2021 par Marie Jégo

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/08/14/apres-des-incendies--meurtriers-la-turquie-est-confrontee-a-des-inondations--catastrophiques\\_6091423\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/08/14/apres-des-incendies--meurtriers-la-turquie-est-confrontee-a-des-inondations--catastrophiques_6091423_3244.html)

### APRÈS DES INCENDIES MEURTRIERS, LA TURQUIE EST CONFRONTÉE A DES INONDATIONS CATASTROPHIQUES

Immeubles et ponts effondrés, glissements de terrain : un bilan provisoire fait état de 38 morts et de nombreux disparus dans la région de la mer Noire.

Après les violents incendies de cet été qui ont causé huit morts et dévasté 170 000 hectares de pinèdes et de culture sur la côte sud, la Turquie se retrouve

confrontée à une nouvelle catastrophe. Des inondations sans précédent ont provoqué la mort de 38 personnes, selon un bilan provisoire établi au soir du vendredi 13 août, ainsi que de nombreuses destructions dans le nord du pays.

Les pluies torrentielles qui sont tombées ces derniers jours sur les provinces de Bartın, de Kastamonu et de Sinop, le long de la mer Noire, ont provoqué des inondations et des coulées de boue d'une ampleur inédite, détruisant des immeubles et des ponts, et emportant des voitures.

Vendredi, le ministre de la santé, Fahrettin Koca, a annoncé sur Twitter que 32 personnes avaient perdu la vie à Kastamonu et six à Sinop. Dans la province de Kastamonu, la rivière Ezine a débordé et a envahi la ville de Bozkurt. Au plus fort de la crue, l'eau est montée jusqu'à quatre mètres. Un bâtiment de huit étages construit au bord de l'eau s'est effondré.

Des corps se sont échoués sur le rivage de la mer Noire selon la chaîne de télévision indépendante Halk TV. Plus de 1 700 personnes ont dû être évacuées, des centaines de villages sont privées d'électricité, de nombreuses routes restent inaccessibles.

#### Cinq ponts emportés

Les secouristes fouillaient toujours, samedi, les constructions écroulées, les maisons inondées et les sous-sols submergés à la recherche de survivants. Hassan Baltacı, un député du Parti républicain du peuple (CHP, opposition) pour la province de Kastamonu, a déclaré sur Halk TV que 329 personnes étaient portées disparues.

Parmi ces victimes figurent des sœurs jumelles âgées de douze ans et leurs grands-parents qui se sont retrouvés piégés à l'intérieur de l'immeuble affaissé de Bozkurt. Des équipes d'urgence ont été filmées dans les décombres à la recherche de survivants. La mère des petites filles, Arzu Yücel, a déclaré à l'agence de presse DHA qu'elle avait quitté le bâtiment après que les autorités ont conseillé aux résidents de déplacer leurs voitures pour les garer sur un terrain plus élevé. A son retour, l'eau entourait l'immeuble, l'empêchant de retourner à l'intérieur. De loin, elle a vu ses filles lui faire signe depuis le balcon. Peu après la construction s'est écroulée.

Les récits se ressemblent. « J'ai failli mourir en essayant de sauver ma voiture », a déclaré vendredi Yilmaz Ersevenli, un habitant de Bozkurt, à la chaîne de télévision NTV. Il a raconté avoir quitté sa maison pour mettre son véhicule à l'abri au moment où la crue a commencé à monter. Il a rapidement été emporté, sauvé in extremis par un arbre auquel il s'est accroché.

Dans la province de Bartın, au moins 13 personnes ont été blessées lorsqu'un pont s'est effondré. Au total, cinq ponts ont cédé sous la pression de la crue et deux autres ont été partiellement endommagés, a fait savoir l'Agence gouvernementale pour la gestion des sinistres (AFAD). Au total 4 500 personnes, 19 hélicoptères et 24 bateaux participent aux opérations de sauvetage.

La région de la mer Noire connaît souvent de fortes précipitations et des glissements de terrain. Le mois dernier déjà, six personnes ont perdu la vie dans les inondations qui ont frappé la province de Rize.

Pas signataire de l'accord de Paris

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est rendu dans la région vendredi. Il a promis de reconstruire les maisons, les routes et les ponts démolis. « Avec la permission de Dieu, nous surmonterons également ce désastre. Nous ferons tout ce qu'il faut en tant qu'Etat... et j'espère que nous renaîtrons de nos cendres, a-t-il déclaré. Comme ailleurs dans le monde, notre pays est aux prises avec des catastrophes naturelles depuis un certain temps. C'est la même chose en Amérique, au Canada, en Allemagne et dans d'autres parties de l'Europe. »

La Turquie - qui n'a pas signé l'accord de Paris sur le climat - s'est trouvée cette année confrontée à de multiples catastrophes : mucilage dans la mer de Marmara, incendies en Méditerranée, inondations sur le pourtour de la mer Noire. L'opposition et les associations de défense de la nature tentent de mettre la pression sur le gouvernement, peu sensibilisé au problème du réchauffement climatique.

Récemment, des villageois et des écologistes de Rize et d'Artvin, non loin de la mer Noire, ont protesté en pleine nature contre les entreprises minières amies du pouvoir. Celles-ci se sont vu octroyer de larges concessions dans des zones forestières qu'elles projettent de déboiser pour exploiter le sous-sol. Leurs voix n'ont pas été entendues, sinon par la gendarmerie, envoyée sur place pour les disperser.

---

## **11.L'express**

12 août 2021

Par Correntin Pennarguear

# **ERDOGAN, LE SULTAN SUR UN FIL**

Crise économique, Covid-19, scandales, mafia et popularité en chute libre... Pour la première fois de son règne, le président turc, au pouvoir depuis dix-huit ans, vacille. En Turquie, une question domine : jusqu'où ira-t-il pour garder son trône? Chaque 15 juillet depuis cinq ans, la Turquie célèbre sa « journée nationale de la démocratie ». Les chaînes de télévision saturent de feuilletons à la gloire des résistants, les soldats marchent au pas et Recep Tayyip Erdogan délivre un interminable discours vantant sa « nouvelle Turquie ». Cette année, le président en personne est descendu de son palais blanc, sur les hauteurs d'Ankara, pour

inaugurer le « musée de la Démocratie », un bâtiment en hommage au 15 juillet 2016, date de la tentative de coup d'Etat qui a fait basculer le pays, et son reis tout-puissant.

Alors que, près du Parlement, la fête bat son plein pour l'inauguration du musée, à l'intérieur les députés turcs ne se relâchent pas. A la demande du gouvernement, ils s'apprêtent à prolonger l'état d'urgence, décrété au lendemain du putsch manqué, de trois nouvelles années. Ce dispositif légal a permis à Erdogan de purger le pays de tous les fonctionnaires en désaccord avec ses idées. Environ 100 000 personnes ont été licenciées, et plus de 300 000 arrêtées. Pour le maître d'Ankara, ce coup d'Etat mal préparé aura été « un don de Dieu », comme il le dit lui-même.

Cinq ans après les bombardements des putschistes, les députés continuent de voir chaque jour les dégâts dans leur bâtiment : un trou béant défigure le deuxième étage du Parlement, juste au-dessus d'un jardin intérieur. « Peut-être sera-t-il réparé un jour, commente un député de l'opposition, désabusé. En attendant, cet impact nous rappelle chaque jour qu'un coup d'Etat a eu lieu, qu'il a échoué, et que le pouvoir du président Erdogan reste solidement en place... »

La durée de son règne en Turquie a déjà dépassé celle du fondateur de la nation, Mustafa Kemal Atatürk, au pouvoir de 1923 à 1938. En dix-huit ans, Recep Tayyip Erdogan a remporté une douzaine d'élections, modifié la Constitution et le régime politique turc, surfé sur le nationalisme et l'islamisme, repoussé les frontières de la Turquie en Syrie et étendu son influence dans le monde musulman... « En tant qu'"Atatürk moderne", Erdogan a réussi à modeler la Turquie à son image : profondément musulmane et conservatrice », explique Soner Cagaptay, spécialiste au Washington Institute. Les soutiens du reis aiment l'appeler « le chef éternel » et il pourrait bien diriger le pays jusqu'à son dernier souffle, malgré l'avalanche d'épreuves que son peuple doit surmonter.

Toutefois, une différence majeure le sépare d'Atatürk : Erdogan doit, lui, affronter le verdict des urnes. Pour la première fois depuis le début de son ère, en cette année 2021, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour le stratège d'Ankara, qui semble avoir perdu de sa magie. Depuis la Turquie, L'Express raconte pourquoi le sultan ne paraît plus si intouchable, et voit son horizon s'assombrir.

## Chapitre 1 La soif de pouvoir

Si Recep Tayyip Erdogan s'accroche à ce point au pouvoir, c'est que sa conquête n'allait pas de soi pour cet enfant du quartier pauvre de Kasimpasa, sur la rive européenne d'Istanbul. Footballeur semi-professionnel, ce passionné d'économie déboule sur la scène nationale en 1994, en devenant maire d'Istanbul, la ville la plus puissante de Turquie. Déjà proche des islamistes, il l'emporte grâce à ses fortes promesses contre la corruption. L'ascension est vertigineuse, mais le pouvoir laïque surveille de près ce politique qui a suivi l'école coranique et a milité très tôt dans l'association musulmane Milli Görüs. En 1997, lors d'un

meeting religieux dans le sud du pays, il lance ces quelques vers religieux à la tribune : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats. » Ce poème l'envoie derrière les barreaux pendant dix mois, ce qui lui assure une solide popularité nationale et du temps pour mettre en place son nouveau parti de la justice et du développement (l'AKP). Le chantre de « l'islam modéré » triomphe aux législatives de 2002 et ne quittera plus son trône.

« Quand il arrive au pouvoir, Erdogan représente le changement, expose Soner Cagaptay, auteur de *A Sultan in Autumn* (2021). Il incarnait une Turquie tournée vers l'avenir, capable de résoudre les problèmes endémiques du pays, de la question kurde à la corruption, en passant par la mauvaise gestion des finances. Et c'est ce qu'il a fait dans un premier temps. » A ses débuts, le dirigeant se présente comme résolument proeuropéen, prodémocratie et ouvert à la modernité. Les investisseurs étrangers se ruent sur la Turquie. « De 2002 à 2009, l'Europe était le sujet principal de 45 % des discours d'Erdogan », relève Taner Dogan, qui a disséqué les déclarations du président turc pour son livre *Communication Strategies in Turkey* (2020). « Le contraste est net avec la décennie suivante : à partir de 2010, ses discours sont dominés par la religion et le discours antisystème. »

Pendant dix ans, Erdogan peut compter sur une économie en plein essor. Jusqu'en 2013, le chômage baisse de manière continue, l'inflation atteint son plus bas niveau historique et un nouveau système de crédit permet à des millions de Turcs de devenir propriétaires. La mortalité infantile, au même niveau que celui de la Syrie avant l'arrivée d'Erdogan au pouvoir, recule pour arriver à un taux comparable à celui de l'Espagne.

L'Occident, aveuglé par ces résultats, n'a pas vu venir la menace autoritaire. Dans les jardins du Parlement, un îlot de verdure au coeur de la grise Ankara, le député Ibrahim Kaboglu raconte cette cécité, qu'il a vécue au premier rang. « Pendant dix ans, l'AKP et son leader ont été les enfants gâtés de l'Europe, qui les a protégés au nom de la démocratie et des promesses d'un islam modéré », se désole l'élu d'Istanbul, spécialiste du droit constitutionnel et ancien professeur à Limoges. « Lors de mes voyages à Bruxelles, j'émettais des critiques sur sa gestion du pouvoir, je mettais en garde nos amis européens. Mais tous me reprochaient de ne pas avoir confiance dans la démocratie de mon pays. » Depuis, le côté sombre d'Erdogan s'est affirmé, et Ibrahim Kaboglu a été victime de la purge post-coup d'Etat de 2016. Licencié de son poste à l'université après avoir signé une « pétition pour la paix », le septuagénaire s'est lancé en politique en rejoignant le CHP, grand parti d'opposition social-démocrate, et s'attelle à rédiger une nouvelle Constitution pour la Turquie, anticipant la chute du reis.

Pour gagner les élections, les résultats économiques ne suffisent plus à l'AKP. Erdogan divise, montre du doigt et réprime. D'abord les kémalistes, ces héritiers



de la laïcité dure d'Atatürk, puissants au sein de l'armée et de la justice. Puis les libéraux, les intellectuels, les Kurdes, les alévis (musulmans libéraux)... L'Europe tarde à constater la dérive mais sera bientôt confrontée à l'évidence.

## Chapitre 2 Une bascule vers les extrêmes

Le 15 juillet dernier, Recep Tayyip Erdogan visite son nouveau musée de la Démocratie, à quelques pas du Parlement national. Huit salles retracent l'héroïsme du « peuple turc », descendu en masse dans les rues en 2016 pour contrer les soldats putschistes et défendre son président. Pendant l'inauguration, un député en costume noir, regard sombre, ne lâche pas le chef de l'Etat. Devlet Bahçeli, 73 ans, leader du parti ultranationaliste MHP, s'est imposé comme l'ombre officielle d'Erdogan.

Contrairement aux apparences, le reis ne peut diriger la Turquie en solitaire. Le système politique national, reposant sur les coalitions, oblige l'AKP aux alliances et aux compromis. A ce jeu, Erdogan a longtemps régné en maître. Son ère peut se diviser en trois périodes : de 2002 à 2010, il s'allie aux libéraux et profite d'une économie en pleine forme. Puis à partir de 2011, il polarise la société et développe son programme religieux avec la confrérie islamiste du prédicateur Fethullah Gülen. Après la tentative de coup d'Etat de 2016, le président se débarrasse de ses alliés gülenistes (trop encombrants et accusés d'avoir organisé le putsch), change la Constitution, et doit se rapprocher de ses anciens ennemis, les ultranationalistes du MHP. Leur branche armée, connue sous le nom de Loups gris, prend une place immense dans l'appareil d'Etat, remodelé selon les désirs du maître d'Ankara. « Erdogan a donné les clefs du pays à ceux qui nous ont combattus pendant des années », souffle Mustafa Yeneroglu, un ancien cadre de l'AKP qui a quitté le parti présidentiel face à ces dérives.

Allié de circonstance, Devlet Bahçeli a pris une envergure inattendue auprès du président. Le leader d'extrême droite n'hésite jamais à déverser sa haine de l'Occident et appelle régulièrement aux actions violentes contre les minorités. « L'idéologie du MHP et des Loups gris, fondée sur le nationalisme islamique, la haine des Kurdes et des Arméniens, fait désormais partie du logiciel de l'AKP », explique Thomas Rammerstorfer, auteur autrichien de Loups gris : l'extrême droite turque et son influence (2018). « Les Loups gris restent très impliqués dans l'économie souterraine et les trafics entre la Turquie, les Balkans et l'Europe occidentale. Leurs liens avec les réseaux mafieux sont bien établis et documentés. » Sous la pression de ses nouveaux alliés, Erdogan transforme la Turquie en acteur agressif sur la scène internationale. Arménie, Libye, Syrie, Méditerranée orientale... Les terrains de confrontation se multiplient à partir de 2019, et le MHP jubile : sa vision nationaliste triomphe. A l'intérieur de la Turquie aussi, le pouvoir laisse libre cours à la violence comme arme politique. Bientôt, l'opposition vit dans la peur des règlements de comptes.

## Chapitre 3 L'escalade de la violence

Izmir, grande cité balnéaire au sud d'Istanbul, est en deuil en ce début juillet. Sur les murs de la troisième ville de Turquie se dessine le sourire d'une jeune femme aux longs cheveux blonds. Deniz Poyraz, 38 ans, assassinée par balles, le 17 juin dernier, dans les bureaux de son parti politique, le HDP. « Elle adorait les danses folkloriques et cuisiner », raconte, sur les lieux du crime, sa meilleure amie, Hayat Izgi. « Deniz ne vivait que pour les autres, ne rêvait que pour les autres... Et ils l'ont massacrée pour de la politique. »

Hayat, léger voile blanc sur ses longs cheveux noirs, fait défiler les photos de sa camarade, fière militante de ce mouvement de gauche prokurde, toujours le sourire aux lèvres. « Elle nous disait que c'était toujours la même routine : manifestations, arrestations et prison, mais jamais elle n'avait peur! » rigole Hayat en montrant Deniz en première ligne d'un mouvement social à Izmir.

Toute la journée, des membres du HDP défilent dans les bureaux du parti, viennent se recueillir dans la cuisine, l'endroit exact où Deniz a été abattue, et écrivent un petit mot pour sa famille. Sétif, un Franco-Turc de 46 ans, éclate en sanglots devant le petit autel installé pour rendre hommage à la défunte. « Maintenant, ils viennent nous massacrer chez nous, pour nous montrer que les Kurdes ne peuvent se sentir en sécurité nulle part, même à l'intérieur de nos locaux », lâche-t-il en essuyant ses larmes.

Ce matin-là, un homme s'est introduit dans les bureaux du parti, une arme à la main. « J'étais en retard de trois minutes, et j'ai entendu les coups de feu, raconte le responsable local du HDP, Abdulkadir Baydur, un regard triste derrière ses petites lunettes rondes. Les autres membres du parti étaient à l'aéroport pour accueillir nos députés, nous avions prévu une grande réunion dans nos locaux. Si le tueur était arrivé une demi-heure plus tard, il aurait massacré des dizaines de personnes. » Alors que des policiers stationnent en permanence devant les bureaux du HDP, afin de surveiller ses activités, ils n'interviennent pas et interpellent le meurtrier à sa sortie du bâtiment, dans le plus grand calme. « Que s'est-il passé, mon frère? » peut-on entendre sur les vidéos de l'arrestation.

Dans sa déposition, Onur Gencer a expliqué son geste par sa « détestation des Kurdes ». Proche des Loups gris, ancien combattant turc en Syrie, cet ultranationaliste dit avoir agi seul, mais le HDP souligne la responsabilité du gouvernement. « Tous les jours, Erdogan pointe du doigt notre parti et nous traite de criminels et de terroristes, soupire Abdulkadir Baydur. Des militants de l'AKP et d'autres organisations proches du pouvoir nous harcèlent à la sortie du bureau. J'avais prévenu le préfet et le ministre de l'Intérieur des menaces pour nos vies... Ils n'ont rien fait. Le message est clair : le gouvernement veut détruire le HDP, et comme il ne peut plus le faire par les élections, il laisse parler la violence. »

Après ce meurtre, le visage de Deniz Poyraz est devenu le triste symbole du déchaînement de haine qui frappe l'opposition en Turquie. Depuis l'alliance d'Erdogan avec les ultranationalistes du MHP, en 2018, des méthodes d'un autre

temps ont fait leur retour dans le paysage politique : lynchages, assassinats et intimidations rythment la vie de la fragile démocratie turque.

A Istanbul, ceux qui défendent les minorités doivent rester sur leurs gardes. Même devant un café, dans une petite rue tranquille, un avocat ne parlera de politique qu'à voix basse, jetant des coups d'oeil furtifs derrière lui. « Non seulement les discours politiques haineux sont quotidiens, mais surtout la haine s'est répandue au sein de la société turque, fragmentée en factions rivales », décrit ce jeune juriste, terrifié à l'idée que son nom soit publié dans un journal. « La situation s'est durcie à un point où je ne peux plus parler librement dans la rue ou dire le nom de notre président à haute voix. La répression ne vise pas seulement les Kurdes mais aussi les homosexuels, les féministes... Tous ceux qui ne votent pas pour le parti au pouvoir. »

Les Loups gris, bras armé du MHP et désormais acquis à la cause d'Erdogan, multiplie les opérations coups de poing pour terroriser ses adversaires. En avril 2019, quelques semaines après la défaite de l'AKP aux municipales d'Istanbul et d'Ankara, le leader de l'opposition, Kemal Kiliçdaroglu, a été lynché par une foule lors de funérailles, frappé avec des pierres et des bâtons. Il s'en est sorti par miracle. L'été dernier, le député de gauche Baris Atay, l'un des critiques les plus féroces du gouvernement, était battu par un groupe d'hommes dans la rue. Quelques jours avant, une cinquantaine d'ultranationalistes attaquaient la résidence de Meral Aksener, dirigeante du deuxième parti d'opposition (le Bon Parti). D'autres politiques, anciens alliés d'Erdogan passés dans le camp adverse, ont connu le même sort, tout comme des dizaines de journalistes essayant de faire leur travail. « Plus les sondages sont mauvais pour Erdogan, plus les violences contre les minorités et l'opposition s'accroissent », observe un diplomate européen familier de la Turquie. Fin juillet, la presse turque relayait trois attaques menées par des Loups gris en moins d'une semaine, à Ankara, Afyon et à Konya, visant chaque fois des familles kurdes. Avant de prochaines élections, prévues en juin 2023 et très délicates pour le pouvoir, le pire reste à craindre.

Chapitre 4 2021, l'année catastrophique du reis

Chaque dimanche, Sedat Peker s'assied derrière son large bureau en bois, ajuste le col ouvert de sa chemise et sa chaîne en or, puis demande à son assistant de lancer la caméra. Avec son regard sombre, ses grands gestes et ses cheveux grisonnants, il attire chaque semaine des millions d'internautes turcs, passionnés par ses récits de pots-de-vin, d'attaques de journaux commanditées par le parti présidentiel, de livraisons d'armes à des groupes djihadistes en Syrie ou de trafics de drogue avec l'aide de l'administration. Personne n'est épargné dans le gouvernement turc.

Sedat Peker n'est pas journaliste, mais chef mafieux, ancien proche du pouvoir, désormais en exil aux Emirats arabes unis. Les vidéos de ce lanceur d'alerte dépassent les centaines de millions de vues, et Erdogan ne peut plus balayer les

accusations d'un revers de main comme il a su le faire pendant dix-huit ans. Même son ancien Premier ministre (de 2014 à 2016), Ahmet Davutoglu, a dénoncé « un gouvernement qui ressemble en partie à la mafia » dans une interview au journal allemand Der Spiegel, début juillet.

Ce feuilleton hebdomadaire de la corruption en Turquie est d'autant plus difficile à digérer pour les citoyens qu'ils doivent se serrer la ceinture. D'après la Banque mondiale, le Covid-19 a poussé plus de 1,6 million de Turcs dans la pauvreté pour la seule année 2020, et le taux de chômage 8,2 % en 2012 approche désormais les 14 %. « L'électorat d'Erdogan se contracte fortement, car les difficultés de la Turquie lui sont reprochées personnellement », analyse Jean Marcou, directeur des relations internationales de Sciences po Grenoble. « Son décrochage dans l'opinion suit le niveau de la livre turque, et le gouvernement montre pour la première fois de réels signes de panique. »

L'économie, principale arme électorale d'Erdogan depuis son arrivée au pouvoir, lui glisse entre les doigts, et les scandales financiers résonnent d'autant plus fort. En juin, alors que l'inflation bondissait encore, à 17,5 %, et que la livre turque atteignait son plus bas niveau historique, une partie de la presse indépendante dévoilait des photographies d'une nouvelle résidence présidentielle sur les bords de la Méditerranée, avec piscine et plage privée taillée en forme de croissant turc. Sa valeur? Plus de 65 millions d'euros.

Alors, à Ankara, il n'y a guère que sur les affiches de bord de route, sur fond rouge sans texte, que Tayyip Erdogan garde le sourire. Sa cote de popularité descend pour la première fois sous les 30 %, et le président serait battu dans tous les scénarios si les prochaines élections avaient lieu demain. Pour une fois, le tacticien de l'AKP semble être tombé sur un adversaire plus fort que lui : le Covid-19, qui a mis en lumière les failles du gouvernement turc comme personne avant lui.

« En passant à un régime présidentiel en 2018, Erdogan a concentré le pouvoir entre ses mains et les décisions de tout un pays reposent sur un petit groupe de conseillers, déclare le chercheur du Washington Institute Soner Cagaptay. Sa stratégie a longtemps consisté à rendre les "élites" responsables de tous les problèmes de la Turquie, mais il s'est lui-même privé de cette option. » Depuis le début de la crise, le gouvernement central a toujours eu un temps de retard par rapport aux mesures sanitaires prises par les municipalités, gérées par l'opposition. Dès mars 2020, par exemple, les maires d'Istanbul et d'Ankara ont lancé des cagnottes populaires afin de venir en aide aux plus pauvres touchés par le confinement. Vexé, le gouvernement a d'abord interdit l'initiative, avant de la copier au niveau national quelques jours plus tard.

La confiance entre Ankara et la population a aussi souffert quand, en septembre 2020, un député a révélé, documents à l'appui, que le nombre réel de contaminations au

Covid-19 était 20 fois supérieur aux chiffres officiels. Là encore, les maires d'Istanbul et d'Ankara ont pu souligner le manque de transparence du gouvernement Erdogan en confirmant que leurs chiffres locaux ne correspondaient absolument pas aux statistiques nationales. Officiellement, le Covid-19 a provoqué 52 000 morts en Turquie, pour près de 6 millions de cas. En comparaison, avec un nombre de contaminations similaire, la France déplore plus de 112 000 morts.

En chute libre dans l'opinion, confronté à une crise qui n'en finit pas, Erdogan tente de remobiliser sa base la plus fidèle, composée des islamistes et des nationalistes. Ainsi, à la surprise générale, le président turc a décidé de retirer son pays de la Convention d'Istanbul, traité international de lutte contre les violences faites aux femmes, le 1er juillet, alors qu'il avait été le premier dirigeant international à la signer en 2012... « Ce retrait est un signe de faiblesse terrible pour Erdogan, analyse le politologue Taner Dogan. Il y a quelques années, il n'aurait eu aucun intérêt à sortir d'un traité défendant les droits de la moitié de la population, mais il doit désormais se plier aux désirs de ses alliés islamistes et ultranationalistes sur les questions religieuses et familiales. » Otage de ses complices du MHP, Erdogan s'est mis à dos le reste de la population : même les associations de femmes proches de son parti, l'AKP, lui ont exprimé leur profond désaccord et seuls 47 % des membres du parti présidentiel approuvent cette décision.

La sortie de la Convention d'Istanbul n'a pas énervé que les Turques mais aussi un certain Joe Biden, qui ne s'est pas privé de critiquer une décision « profondément décevante ». Si, sur la scène intérieure, Erdogan doit jongler avec les crises, il doit aussi affronter le nouveau locataire de la Maison-Blanche. Pendant quatre ans, le président turc a été choyé par son homologue de Washington, Donald Trump, fan absolu des hommes forts, autoritaires et des contrats faciles. Erdogan a pu développer sa politique expansionniste en Libye ou en Méditerranée orientale sans craindre de représailles américaines, et il en a largement profité. Mais l'arrivée de Biden change la donne : en campagne, le candidat démocrate avait décrit Erdogan comme un « autocrate » et suggérait de « soutenir l'opposition démocratique » en Turquie. Une fois installé dans le bureau Ovale, le président américain a ignoré son homologue turc, ne lui téléphonant que trois mois après son investiture, et seulement pour l'informer de sa reconnaissance prochaine du génocide arménien, commis par l'Empire ottoman en 1915. Un camouflet pour Erdogan.

Volontiers agressif sur la scène internationale, comme peut en témoigner Emmanuel Macron, le président turc a baissé d'un ton depuis l'élection de Biden et cherche une nouvelle voie en politique étrangère. « Pour la première fois depuis de nombreuses années, Erdogan estime qu'il a davantage besoin de Washington que l'inverse, avance Soner Cagaptay. Il est persuadé qu'il doit

vendre une relation apaisée avec les Etats-Unis et l'Europe pour attirer les investisseurs étrangers et renouer avec la croissance économique. Sa survie politique en dépend. » Le vieux sage Joe Biden, 78 ans, le sait, et il pourrait bien faire payer au sultan d'Ankara ses errements.

Chapitre 5 Un pour tous, tous contre un

Une quinzaine de gardes du corps le protègent en permanence, signe de sa nouvelle importance dans le paysage politique turc. Ekrem Imamoglu a la parole rare. Costume bleu, chemise blanche ouverte, le maire d'Istanbul ne souhaite parler que de sa ville, de ses défis et des obstacles posés par le gouvernement central. Ne surtout pas évoquer la présidentielle, qui aura lieu au plus tard en juin 2023. Pourtant, l'édile apparaît comme le favori des sondages, battant Recep Tayyip Erdogan dans tous les scénarios.

Imamoglu doit ménager son alliance hétéroclite, allant de son parti social-démocrate, le CHP, à la gauche prokurde, en passant par les nationalistes. Un mélange fragile, uni par le « tout-sauf-Erdogan ». Surtout, le maire ne veut pas jouer à l'homme providentiel et prêter le flanc aux attaques du président, prompt à le décrire comme un « complice des terroristes » et à le traîner devant les tribunaux. Depuis sa victoire aux municipales de 2019, les procès s'accumulent contre lui, dont un pour avoir mis les mains dans le dos lors d'une visite protocolaire... « Ces affaires peuvent faire sourire, elles ne reposent sur rien et les Turcs en ont bien conscience, s'amuserait presque l'édile dans l'un de ses bureaux, orné d'un immense portrait de Mustafa Kemal Atatürk, le père autoritaire de la nation turque. Ces procès, ou plutôt ces manoeuvres politiciennes, vont nous servir politiquement tant elles sont ridicules. Mais elles endommagent notre démocratie et l'image de la justice de notre pays. »

D'une voix calme, Imamoglu refuse de présenter une candidature qui en ferait la cible immédiate de toutes les critiques du gouvernement. « Nous devons consacrer toute notre énergie à surmonter les problèmes posés par la crise du Covid-19 », écarte le maire de 51 ans. Ce qui ne l'empêche pas de donner la recette pour triompher lors des prochaines élections : « Que ce soit à l'intérieur de mon parti, le CHP, ou au sein de la grande alliance d'opposition, nous souhaitons une société moins divisée, avec moins de tensions entre les communautés. Nous avons porté ce projet à Istanbul en 2019, et il nous a permis de l'emporter. »

Pour la prochaine présidentielle, l'opposition veut rejouer les municipales de 2019, qui ont vu Erdogan perdre Ankara et Istanbul. La ville natale du président, tenue depuis vingt-cinq ans par l'AKP, a été gagnée en deux temps par Imamoglu. Après une campagne centrée sur des problématiques locales, avec l'ensemble de l'opposition, et menée surtout dans les quartiers conservateurs, le candidat du CHP l'emporte de seulement 13 000 voix face à l'AKP. Inadmissible pour Erdogan, qui fait annuler les élections et organise un second vote trois mois plus tard. Cette

fois, Imamoglu gagne avec plus de 800 000 voix d'avance... « Nous avons deux piliers pour cette campagne, confie un conseiller du maire : ignorer Erdogan et aimer ceux qui aiment Erdogan. »

Désormais, il s'agit de reconduire la même stratégie à l'échelle nationale, en commençant par faire l'union derrière l'édile. Et de convaincre les régions de l'est du pays, bien plus conservatrices et favorables à Erdogan. « L'espérance de vie politique de ce pouvoir arrive à son terme, notre vision rassembleuse sera validée par les électeurs », veut croire Imamoglu, un sourire en coin, sans se départir de son calme.

Chapitre 6 La démocratie, obstacle passager sur la route du sultan?

Tandis que l'opposition travaille ses alliances en vue des prochaines élections, certaines rumeurs courent d'Ankara à Istanbul. Confronté à une défaite quasi certaine, Erdogan laissera-t-il la présidentielle se dérouler? « Tous les sondages montrent le président perdant si l'opposition se rassemble, nous ne pouvons pas savoir s'il y aura bien une élection en 2023 ou s'il aura transformé le pays en dictature totale d'ici-là », s'inquiète Abdulkadir Baydur, le leader du parti de gauche HDP à Izmir. « Erdogan tente de créer une autocratie et veut tout décider, renchérit sa collègue Besriye Terkgur. Si le pouvoir reste entre ses mains, la Turquie continuera de s'enfoncer dans les ténèbres. »

Signe du durcissement de la répression, le HDP est menacé d'interdiction par la justice, alors que 6 000 de ses membres se trouvent déjà en prison. Une première pour un parti politique sous le règne d'Erdogan, lui-même victime de ce genre de mesures totalitaires dans sa jeunesse. Mais peut-il aller jusqu'à suspendre tout le processus démocratique? « Certains se posent la question, mais les élections auront bien lieu, avance le député Ibrahim Kaboglu, membre du principal parti d'opposition, le CHP. Le président n'osera pas supprimer les élections, sous peine de déclencher une insurrection. Au moins la moitié du pays est opposée à sa politique, il ne risquera pas une guerre civile. Mais il est évident qu'il fera tout pour barrer la route à une alternance politique, après être resté si longtemps au pouvoir. »

Le parti présidentiel a déjà la main sur une majorité des médias turcs et a fait passer une loi, en juillet 2020, encadrant strictement les réseaux sociaux en Turquie. Le gouvernement peut faire retirer de Twitter et de Facebook tout contenu jugé inapproprié en un minimum de temps. « En vingt ans, notre peuple s'est habitué à repérer la désinformation et l'instrumentalisation des peurs, avec ces prétendues menaces extérieures, assure Ibrahim Kaboglu. Ces manipulations ne seront sans doute plus suffisantes. »

Si, malgré son contrôle des médias et des instances électorales, les électeurs donnent l'avantage à l'opposition, Erdogan ne se laissera pas abattre facilement, anticipe le politologue Soner Cagaptay. « Le président pourrait simplement refuser de reconnaître les résultats, en criant à la fraude par exemple, explique

l'expert du Washington Institute. Tous les éléments sont réunis pour qu'il tente de copier Donald Trump. »

Bousculées, harcelées, les institutions américaines ont su résister aux coups de force du président sortant et à sa dérive autoritaire. La Turquie pourra-t-elle en faire autant?

---

## **12.L'Obs**

12 août 2021

Propos recueillis par Céline Lussato

# **DANS LES COULISSES DU MIT, LE RENSEIGNEMENT TURC AU SERVICE D'ERDOGAN**

Alors qu'Istanbul est devenue ces dernières années un repaire pour des espions du monde entier, le régime turc a développé ses propres services de renseignement en interne comme dans de nombreux pays étrangers, y compris en Europe. Entretien avec le spécialiste Constantin Pikramenos.

Constantin Pikramenos, spécialiste de la Turquie, vient de publier avec Savvas Kalenteridis un ouvrage de référence sur le Milli Istihbarat Teskilati (MIT), le service secret turc : « Milli Istihbarat Teskilati. Le service secret turc - Guerre sur tous les fronts... » (VA Editions, 2021). Dans un entretien à « l'Obs », il décrit l'histoire récente et l'action du MIT. « Le service de renseignement turc est devenu depuis une dizaine d'années un des services les plus agressifs au monde, en Syrie notamment, mais aussi en Europe et en Afrique du Nord », explique-t-il.

Qu'est-ce que le Milli Istihbarat Teskilati ? Quel est son rayon d'action ?

Jusqu'à la fin du XXe siècle, le service secret turc, ou MIT, était plutôt présent sur la scène politique intérieure, comme outil de surveillance au service de l'Etat. Il participait à la lutte contre le groupe indépendantiste kurde PKK (après 1978), aux opérations contre les dirigeants de l'Armée secrète arménienne de Libération de l'Arménie (Asala) dans les années 1980, à la surveillance des Turcs de gauche, réfugiés politiques en Europe après le coup d'Etat de 1980. Son plus grand succès dans ces années-là a été la reddition d'Abdullah Ocalan, chef historique du PKK, à Nairobi en 1999 - bien que la contribution du MIT soit quasi nulle, les services kenyans ayant livré Ocalan aux agents turcs au pied de leur Falcon à l'aéroport de Nairobi. A partir des années 2000, le MIT va connaître de multiples réorganisations qui lui permettront de se développer. En 2011, l'accent étant mis sur la collecte d'informations économiques, le MIT commence à former ses



premiers cadres spécialisés. Il serait aujourd'hui en réseau avec une soixantaine d'agences turques dans divers domaines d'intérêt stratégique, leur fournissant une mine d'informations et recevant en retour des renseignements sur différents développements à l'étranger. Le MIT est un service de renseignement extérieur et de contre-espionnage, avec également des fonctions de renseignements territoriaux (concernant tous les domaines de la vie institutionnelle, économique et sociale du pays). Son budget, en constante augmentation, a atteint 275 millions d'euros en 2020. Il emploie plus de 8 000 personnes et gère des milliers d'informateurs, surtout en Europe. Il utilise aussi à l'étranger des drones de surveillance, ainsi que des drones de combat, en particulier en Syrie et en Irak. Il contrôle également les stations d'écoute de l'armée turque. En 2014, une nouvelle réorganisation du MIT s'inspire de la structure des services secrets étrangers, avec pour modèle principal la CIA. La nouveauté réside alors dans la création de six directions générales indépendantes, possédant chacune son autonomie administrative et opérationnelle.

Quelles sont ses cibles aujourd'hui ?

Depuis 2010, sous la direction de l'ancien militaire et diplomate Hakan Fidan, le MIT a connu des changements structurels, mais aussi de mentalité. C'est désormais un service de renseignement, de guerre psychologique, de guerre cybernétique et d'opérations paramilitaires. En 2016, la tentative ratée de coup d'Etat a fait très peur à Erdogan. Il continue aujourd'hui encore de craindre que les gülenistes [membres de la confrérie du prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'avoir organisé le putsch] réussissent la prochaine fois, avec l'aide de la CIA et du Mossad israélien. Il a donc confié au MIT la mission de créer un « département anti-Gülen » tout en chargeant la Diyanet [la Direction des Affaires religieuses] de surveiller et de fichier - via son immense réseau d'imams - tous ceux qui critiquent la Turquie depuis l'étranger, et notamment les gülenistes. A l'intérieur du pays, la Direction générale de la Sûreté du MIT [l'équivalent de la DGSI française] surveille étroitement les réseaux sociaux et entretient une armée d'informateurs infiltrés dans les mouvements politiques, les ONG et la société civile. Le MIT est devenu progressivement la version turque des Mukhabarat syriens ou jordaniens. De nombreux services de renseignement étrangers travaillent en Turquie.

Quelle est l'attitude du MIT à leur endroit ?

On voit bien que les Iraniens, les Palestiniens, les Pakistanais et bien sûr les Azerbaïdjanais peuvent vaquer à leurs affaires relativement sans problème en Turquie : financement d'opérations clandestines, blanchiment, liquidation d'opposants, enlèvement ou recrutement de dissidents... En revanche, le Mossad, la DGSE ou les services secrets saoudiens, émiratis ou égyptiens sont surveillés de près par le contre-espionnage turc. En fait, les priorités du MIT changent selon l'état des relations diplomatiques entre la Turquie et les pays concernés.

Concernant les Russes, il existe un partenariat à la carte, Erdogan ayant besoin du concours du SVR, le renseignement extérieur russe, pour contrer les opérations de la CIA et des gülenistes contre son régime. En outre, Istanbul est aujourd'hui - après Gaza - la deuxième ville la plus importante pour les opérations du mouvement palestinien Hamas, avant même Doha ou Beyrouth. Et c'est le premier centre d'opposition des Frères musulmans égyptiens au « reis » Al-Sissi, devant Le Caire.

En quoi consiste l'activité du MIT à l'étranger ?

Le modus operandi du MIT est identique partout en Europe. Le service turc utilise pour la collecte du renseignement un énorme réseau d'ONG, de fondations, d'agences gouvernementales, d'associations turco-islamiques ainsi que des imams fonctionnaires de l'Etat turc. Le but est de surveiller les opposants au gouvernement d'Erdogan (Kurdes, alévis, Arméniens, gülenistes, libéraux, etc.) et de faire pression sur les pays européens. La plus grande partie des opérations du MIT se concentre en Allemagne, qui accueille 3 millions et demi de ressortissants turcs, dont 800 000 Kurdes. Dans ce pays, le PKK et la communauté Gülen ont des dizaines de milliers de sympathisants. De nombreux procès et investigations judiciaires pour espionnage ont eu lieu en Allemagne, alors qu'en France les agents du MIT agissent assez librement. Le MIT organise également des enlèvements de citoyens turcs installés à l'étranger, et parfois des liquidations ciblées contre des cadres du PKK, notamment au Kurdistan irakien. L'assassinat en 2013 de trois militantes kurdes en plein Paris porte la signature du renseignement turc, selon la justice française. Toutes ces actions se sont produites sous la direction de Hakan Fidan. Le service de renseignement turc est devenu depuis une dizaine d'années un des services les plus agressifs au monde, en Syrie notamment, mais aussi en Europe et en Afrique du Nord. Depuis cinq ans, les allégations de harcèlement, de fichage, de surveillance et d'enlèvement de citoyens turcs à l'étranger se comptent par milliers. Ainsi, l'organisation de coopération policière internationale Interpol a cessé d'accepter les demandes turques visant les membres du réseau Gülen, jugeant qu'il s'agit de persécutions politiques. Les services de contre-espionnage en Europe essaient de contrer les activités du MIT. Cependant, par manque de moyens, ou de volonté politique, ils laissent les agents du renseignement turc opérer assez librement pour le moment. Le MIT est également déployé sur différents théâtres de guerre, à commencer par la Syrie et l'Irak. Quelles sont les missions des espions turcs sur place ?

Lorsque la révolution en Syrie a commencé fin 2011, une task force [groupe de travail spécial] a été créée au sein du MIT pour renverser Bachar al-Assad et le remplacer par un pouvoir aux mains des Frères musulmans. Après l'échec de cette stratégie menée entre 2011 et 2015, la décision a été prise de réorganiser et de transformer l'Armée syrienne libre (ASL) en une organisation militante. Le MIT était alors très impliqué dans le soutien logistique aux différents groupes

armés islamistes, takfiri [groupes extrémistes et violents, tel le Front al-Nosra] et turkmènes [minorité turque en Syrie et en Irak, à laquelle appartient entre autres Abou Omar al-Turkmani, le nouveau chef de l'organisation Etat islamique (EI)]. Ainsi, les cadres du MIT avaient des canaux de communication avec les émirs de Daech [acronyme arabe de l'EI]. Le MIT a mené une véritable guerre sale en Syrie que nous détaillons dans notre ouvrage. En collaboration avec le OKK, ou Commandement des forces spéciales, qui dépend du chef d'état-major de l'armée turque, le MIT est également très actif au Kurdistan irakien, à Kirkouk et à Mossoul, depuis la première guerre du Golfe en 1991. La Turquie y organise politiquement et militairement les Turkmènes, concentrés à Kirkouk. Des responsables du MIT et du OKK ont réussi à créer une force paramilitaire qui atteint 8 000 hommes. L'affaire des otages du consulat turc à Mossoul [46 citoyens turcs, otages de l'Etat islamique, ont été libérés en 2014] est décrite en détail dans notre livre. Depuis 2016, le MIT, en partenariat avec l'aviation turque, neutralise les cadres militaires du PKK en utilisant des drones armés Bayraktar TB2 dans des opérations d'assassinat ciblé.

Et ailleurs ? En Libye ? Au Caucase ?

Depuis la signature, le 27 novembre 2019, d'un accord avec le gouvernement de Tripoli auquel participent les Frères musulmans, la Turquie participe également à la guerre civile en Libye avec des forces militaires et des mercenaires djihadistes. En décembre 2019, à Afrin et Azaz, région de Syrie sous contrôle turc, des dirigeants du MIT ont rencontré des commandants de l'autoproclamée « Armée nationale syrienne », des groupes en réalité soutenus par la Turquie. Ce qui a permis à l'Etat turc d'envoyer près de 18 000 mercenaires syriens en Libye. Plus de 1 500 d'entre eux y sont morts. Plus récemment, le service turc a également joué un rôle lors du conflit dans le Haut-Karabakh. Le 1er octobre 2020, la direction des opérations spéciales du MIT a transféré 300 mercenaires syriens de Libye pour qu'ils participent à l'attaque lancée par l'Azerbaïdjan contre les habitants arméniens de cette enclave dans le Caucase. Les Syriens tués lors des combats ont été enterrés de nuit dans des fosses communes afin de dissimuler leur présence. Et aujourd'hui, bien que les combats soient arrêtés, le MIT continue non seulement de maintenir les mercenaires syriens sur place, mais il y installe même leurs familles.

---

### **13.Nouvel Hay Magazine**

15 août 2021

## **Lève-toi & reprends (ce qu'on t'a volé par**

# génocide)

Il y a 125 ans, le 14 août 1896, de jeunes membres de la FRA Fédération Révolutionnaire Arménienne, (ndlr) ont mené une opération politico-armée à Constantinople en attaquant le siège de la Banque Ottomane ( la banque centrale de l'Empire ottoman) dont

la direction et le personnel étaient en majorité européens.

Les massacres hamidiens (du sultan "rouge sang" Abdul Hamid, ndlr) étaient le moteur de cette opération en vue d'attirer l'attention des pays européens sur la question et les réformes arméniennes.

Avec la médiation d'un employé de l'ambassade russe, Maximov, le groupe armé s'est rendu

après 24 heures devant de belles promesses **non tenues** de réformes.

Une partie du groupe est transportée à Marseille par un navire anglais et l'incident de la Banque

Ottomane est devenu un motif de futurs massacres et de persécutions des Arméniens.

Plus tard, des articles, livres et chansons ont célébré l'opération sous le titre "la saisie de la Banque ottomane".

Et il y a 40 ans, une opération similaire est menée par l'Armée secrète arménienne de libération de

l'Arménie (ASALA) le 24 septembre 1981 contre le consulat turc à Paris( 170 boulevard Haussmann).

L'opération appelée Van, d'après une ancienne capitale arménienne, commence à 11h30 avec

l'occupation du consulat en prenant 56 otages et, durant l'action, deux assaillants et le garde turc

sont morts et le consul est blessé.

Le lendemain vers deux heures du matin le chef des opérations entame des négociations qui conduisent à la fin de l'occupation du consulat.

Les quatre militants sont ensuite condamnés à sept ans de prison et l'avocat de l'un d'eux est le futur ministre de la

Republique Francaise, Patrick Devedjian.

Selon Monté Melkonian, à cette époque lui-même membre de l'ASALA "C'est le plus grand succès

militaro-médiatique qui a créé un atmosphère d'enthousiasme patriotique."

L'opération a semé la terreur qui était illégale mais elle a récolté une reconnaissance légale de la

question arménienne.

Dans son contexte historique, l'opération Van était parvenue à mieux atteindre

ses objectifs que  
celle de la saisie de la Banque Ottomane.  
Zaven Gudsuz  
zaven471@hotmail.com

---